

Accusé de réception en préfecture  
062-344077672-20221216-1230-DE-1-1  
Date de télétransmission : 19/12/2022  
Date de réception préfecture : 19/12/2022

Acte certifié exécutoire

**Bruno FONTALIRAND**

Directeur général



**Pas de Calais Habitat**

4, avenue des Droits de l'Homme  
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



## **PAS DE CALAIS HABITAT** **Office Public de l'Habitat**

### **DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 16 DÉCEMBRE 2022**

**Président** : Monsieur COTTIGNY

**Présents** : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Madame MENU, Monsieur BARBARIN, Monsieur BAUDE, Madame BOUNY, Madame BRAS, Monsieur CAGIN, Monsieur CHERET, Monsieur DECLEMY, Madame DEFLANDRE, Monsieur DUBREUCQ, Monsieur DUCRON, Madame DUHEN, Madame GAILLARD, Madame LEFEBVRE, Madame LEROUGE, Monsieur MALFAIT, Madame MAQUET, Monsieur MELLICK, Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PEZE, Madame ROSSIGNOL, Madame VAN HEGHE.

**Excusés** : Monsieur PANNIER qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Monsieur PILCH qui a donné pouvoir à Monsieur DUBREUCQ.

**SAINT-OMER - [REDACTED] Demande d'autorisation à ester**

**Direction politique clients et solidarités**  
**Rapporteur : Mme [REDACTED]**

Madame [REDACTED] est locataire d'un logement situé à Saint Omer, [REDACTED] suivant bail ayant pris effet 13 juillet 2016.

Madame [REDACTED] vit avec ses deux filles âgées de 17 ans.

Depuis plusieurs mois, la famille est auteure d'agressions verbales, de comportements agressifs et de manquements aux obligations de respect du voisinage (squat des

parties communes, consommation de produits illicites, jets de détritus, insultes, menaces, barbecue dans le hall...).

Les faits ont été relatés par des mains courantes déposées par des locataires, des dépôts de plaintes et des attestations ont été remises à l'office.

Une pétition a été signée par des locataires. Le conseil citoyen du quartier s'est saisi de la situation et a sollicité Pas-de-Calais habitat afin de faire cesser les gênes occasionnées.

Les services de l'ordre et le procureur de la république ont été saisis à plusieurs reprises.

Somation de cesser les troubles et comportements inadaptés a été délivrée à la locataire. Les faits se poursuivent.

En conséquence, il est proposé de saisir le tribunal en résiliation du bail pour manquements graves aux obligations du preneur.

Vu les dispositions des articles R. 421-16 et R. 421-18 du Code de la construction et de l'habitation,

Vu la délibération adoptée par le Conseil d'administration le 08 septembre 2021 déléguant au Bureau le pouvoir d'autoriser le Directeur général à ester en justice au nom de l'office,

\*\*\*\*\*

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration :

- ✓ autorisent le Directeur général à représenter l'office devant le juge des contentieux de la protection du tribunal judiciaire de Saint Omer, dans le cadre du litige qui l'oppose à [REDACTED] et à régulariser tous les actes de procédure à cette fin,
- ✓ autorisent en tant que nécessaire, la régularisation de toute action en justice devant toute juridiction compétente au besoin devant la juridiction d'appel, la Cour de cassation ou le Conseil d'Etat à l'effet de faire valoir les droits de l'office dans le cadre de ce litige.

Décision adoptée à l'unanimité